



FICHE THÉMATIQUE

Israël/Liban :

conjuguer le risque d'embrasement régional

Version du 13 novembre 2024

1. Les faits

- **Depuis le 8 octobre 2023, des tirs de missiles balistiques, de roquettes et des frappes aériennes ont lieu régulièrement entre Israël et le Hezbollah le long de la frontière israélo-libanaise**, en même temps que les premiers bombardements sur Gaza. Elles font des victimes surtout du côté libanais. Ces frappes atteignent aussi des espaces occupés par Israël: le plateau du Golan (territoires syriens annexés par Israël), les Fermes de Sheeba et les collines de Kfarchouba (territoires occupés par Israël, revendiqués par le Liban).
- **Dans un premier temps, les deux adversaires semblaient décidés à ne pas entrer dans une logique de confrontation totale.** La situation change à partir de septembre 2024: le conflit se transforme en véritable guerre à l'initiative du gouvernement Netanyahu.
 - Le 17 et 18 septembre, les services israéliens font exploser des centaines de bipeurs et talkie-walkies utilisés par des membres du Hezbollah. Cette attaque, par nature indiscriminée car déclenchée à l'aveugle, a fait 42 morts et plus de 3500 blessés ([The Guardian](#)). Au moins deux enfants et deux professionnels de santé sont décédés. La légalité de ces attaques a largement été contestée (principe de distinction entre cibles militaires et civiles, principe de proportionnalité, interdiction de dispositif piégé).
 - Depuis le 23 septembre, l'armée israélienne conduit une campagne de bombardements massifs sur des zones densément peuplées de la banlieue Sud et des quartiers centraux de Beyrouth, provoquant le déplacement de plus d'un million de personnes et jusqu'à ce jour, 3 000 morts et 13 000 blessés. Ces frappes ciblent aussi le Sud-Liban, la plaine de la Bekaa, et des villages libanais du Chouf et du Nord. Les attaques ont entraîné la mort de nombreux civils et du leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, parmi d'autres.
 - Le 1er octobre, des troupes israéliennes envahissent le sud du territoire libanais, invasion pour le moment limitée à deux zones. Cela laisse

toutefois présager des opérations terrestres de plus grande envergure. L'armée y a déjà dynamité plusieurs villages. Des journalistes ont été ciblés et tués.

- La FINUL (Force intérimaire des Nations Unies au Liban), composée de forces internationales (à 50% européennes) est prise à partie. Elle crée à l'origine une zone tampon entre le Sud Liban et Israël et est chargée, selon les résolutions 425 et 426 des Nations Unies, de s'assurer du retrait des forces israéliennes du Liban, de permettre la sécurité à la frontière et d'aider le Liban à restaurer son autorité effective dans la zone.
- **Ce conflit est la plus grande escalade militaire entre le Hezbollah et Israël depuis la guerre de 2006** qui avait entraîné la mort de plus de 1200 civils au Liban.

Chiffres clés

- **Les bombardements israéliens ont fait plus de 2000 morts depuis le 8 octobre** et causé de nombreuses destructions dans un pays en proie à une grave crise économique et politique.
- En Israël, on compte **27 civils et 35 soldats tués**.
- Le Liban fait état de **plus d'un million de déplacés** (% de la population). Près **de 400 000 personnes ont traversé la frontière pour se réfugier en Syrie** (dont les ¾ des réfugié-es syrien-nes installé-es au Liban pour fuir la guerre civile dans leur pays).
- Au moins **60 000 personnes** ont été déplacées du Nord d'Israël pour échapper au conflit ([ONU](#)).
- **Deux ressortissants français** sont morts des suites des bombardements israéliens ([FranceInfo](#)).
- L'Iran finance le Hezbollah à hauteur de **200 millions de dollars** par an.
- Le Hezbollah compte environ **50 000 combattants** et **200 000 armes** (roquettes, missiles, drones, ogives, etc.).
- Israël consacre **4,5 % de son PIB à ses dépenses militaires** (contre moins de 2 % pour la France qui compte 7 fois plus d'habitant-es). Le pays reçoit un important soutien financier des USA, à hauteur de 87M début octobre.
- Au Liban, la monnaie a perdu plus de 95 % de sa valeur en 5 ans. L'inflation annuelle reste supérieure à 100 %. **8 personnes sur 10 vivent sous le seuil de pauvreté** ([The Times](#)).

2. Analyses de la situation

Le risque d'une régionalisation du conflit

La guerre que mène le gouvernement Netanyahu dans la bande de Gaza s'est étendue au Liban. Le risque d'une escalade régionale, incontrôlable et incontrôlée, n'a

jamais été aussi élevé, notamment en raison de la tension toujours plus exacerbée entre l'Iran et Israël.

De nombreux acteurs régionaux et internationaux pourraient être entraînés dans un conflit à l'issue catastrophique pour la région comme pour l'Union européenne. **L'Iran est à la tête d'une alliance politique et militaire appelée "l'axe de la résistance"**, qui regroupe des milices affiliées au régime iranien en Irak et en Syrie, les Houthis au Yémen, le Hezbollah au Liban et le régime syrien. Certains de ces acteurs (au Yémen et en Irak) sont déjà impliqués et pourraient intervenir si une confrontation s'ouvrait entre l'Iran et Israël. **Les États-Unis ont également affirmé qu'ils pourraient intervenir en soutien à Israël.** Et l'élection de Trump fait craindre à l'Iran le durcissement des sanctions.

Des pays fragilisés comme l'Irak (victime d'une sécheresse destructrice) et le Liban pourraient se retrouver dans une situation désastreuse. La région plongerait alors dans une spirale aux conséquences difficilement prévisibles et maîtrisables : flux de réfugiés, risque de résurgence de mouvements djihadistes, explosion du coût du pétrole, fermeture du canal de Suez par le détroit de Bab-El-Mandeb avec d'importantes conséquences sur le commerce mondial.

Les perspectives israéliennes

À la suite du 7 octobre 2023, le gouvernement Israélien n'a pas souhaité entrer directement en conflit avec le Hezbollah ou l'Iran, privilégiant la présence de son armée dans la bande de Gaza, mais aussi en Cisjordanie et à Jérusalem-Est où elle a renforcé à la fois l'emprise de l'occupation et la colonisation de nouveaux territoires. Israël a malgré tout régulièrement ciblé des membres du Hezbollah en détruisant leurs infrastructures, et en faisant des victimes civiles.

Mais à partir de l'été 2024, **l'implication militaire israélienne dans le bande de Gaza nécessite moins de troupes.** Une partie a donc été redéployée face au Hezbollah. La mort de 12 enfants druzes à Majdal Shams suite à un tir de projectile du Hezbollah dans le Golan occupé par Israël sert de prétexte à l'intensification des attaques contre ce groupe politique et militaire.

Mais surtout, le Premier ministre israélien est obligé de prolonger l'état de guerre dans son pays s'il veut se maintenir au pouvoir. Or, une guerre contre le Hezbollah est mieux acceptée au sein de la population israélienne. D'abord, car il n'y a pas d'enjeu de libération des otages. Ensuite, parce que l'Iran - dont le Hezbollah est perçu comme une des émanations - est vu comme l'ennemi historique majeur à l'extérieur du pays. Enfin, parce que le retour des déplacés du Nord du pays est compris comme un objectif légitime.

Les perspectives libanaises et du Hezbollah

Alors que le Liban est déjà dans une situation économique et sociale dramatique, la guerre le replonge dans de douloureux souvenirs : les précédentes interventions militaires israéliennes (1978, 1982 avec l'opération "Paix en Galilée", 2006), le massacre des réfugié·es palestinien·nes dans les camps de Sabra et Chatila (1982) et la longue occupation israélienne dans le sud du pays (1982 à 2000).

C'est contre cette occupation que le Hezbollah - un groupe politico-militaire chiite libanais - s'est constitué avec le soutien de la République islamique d'Iran. Le retrait israélien du Sud-Liban en 2000 a été perçu comme une victoire du Hezbollah. Ce même groupe armé a mis en échec l'opération lancée en 2006 par l'armée israélienne, bloquant sa progression dans le Sud-Liban malgré d'intenses bombardements dans tout le pays. Le Hezbollah bénéficie ainsi d'une aura relative au Liban du fait de sa défense du territoire libanais face aux invasions et occupations israéliennes plus que par son rôle politique interne.

Le Hezbollah est aussi un acteur qui participe pleinement à la vie politique libanaise et à ses gouvernements successifs, tout en gardant une place à part en tant que force sécuritaire. Grâce aux soutiens iraniens et syriens (puissance occupante entre 1975 et 2005, à la suite de la guerre civile libanaise) et à un réseau mondial complexe de trafics en tout genre, le Hezbollah a su constituer une force politique incontournable au sein de l'État libanais. Sa branche militaire est plus puissante et mieux équipée que l'armée régulière nationale. Pour plusieurs raisons, cette dernière est peu impliquée dans la protection de l'intégrité territoriale du pays ([RFI](#)). Le Hezbollah fait partie de l'alliance du 8 mars, qui regroupe des mouvements politiques principalement chiites (Amal), chrétiens maronites (CPL, Marada) et nationalistes arabes (Baas, pro-syrien).

Le parti politique, qui compte 39% des voix lors des élections législatives de 2022, est aussi très critiqué au Liban car perçu comme un obstacle majeur à la démocratisation du pays. Il est suspecté d'agir dans l'intérêt de son sponsor iranien plus que pour celui du peuple libanais. La communauté chiite est sa principale assise politique, même si une large partie des chiites libanais ne sont affiliés ni au Hezbollah, ni à son parti allié Amal. Cette communauté souffre de cet amalgame puisque les villages et les quartiers chiites sont particulièrement visés par les bombardements israéliens. Le soutien actif du Hezbollah à la répression orchestrée par le régime syrien a également entaché sa réputation dans le monde arabe, tout en permettant à beaucoup de ses combattants d'acquérir une expérience sur le terrain militaire.

Malgré les attaques récentes contre leurs responsables et alliés, et au-delà des discours guerriers de circonstance, le mouvement n'a pas voulu initier un conflit de haute intensité depuis le 7 octobre 2023. Depuis 2019, le Liban traverse une grave crise économique et politique. Une entrée en guerre du Hezbollah aurait eu des

conséquences énormes sur le pays, comme sur le groupe lui-même. Par ailleurs, le Hezbollah s'aligne sur les demandes de son soutien iranien qui ne souhaitait pas non plus un conflit avec Israël: sa propre situation économique et politique est extrêmement compliquée, et il essaye de pacifier ses relations avec son concurrent régional sunnite, l'Arabie saoudite.

Le gouvernement israélien dit intervenir contre le Hezbollah pour permettre à sa population ayant fui le nord d'Israël de revenir chez elle. Le Hezbollah a, lui, annoncé à plusieurs reprises qu'il arrêterait ses activités armées contre Israël si un cessez-le-feu dans la bande de Gaza était conclu. Il avait d'ailleurs respecté la précédente trêve entre le 24 et le 30 novembre 2023.

Les enjeux juridiques

De nombreux crimes de guerre ont été observés depuis le 8 octobre dans le conflit entre Israël et le Hezbollah. Le groupe chiite est principalement accusé d'avoir recours à des projectiles trop peu précis pour distinguer les cibles militaires et civiles. La mort des enfants druzes à Majdal Shams en serait la preuve.

Côté israélien, les dénonciations sont beaucoup plus nombreuses du fait de l'intensité et des différentes formes d'intervention armées. Le recours massif à des bombes de 200, 400 voire 900 kg (pouvant détruire jusqu'à 6 immeubles) dans des zones densément peuplées ainsi que l'usage de phosphore blanc interdit ([Human Rights Watch](#)) ne respectent ni le principe de proportionnalité, ni celui de distinction entre cibles civiles et militaires.

L'intervention militaire israélienne constitue un crime d'agression du fait de la violation de la souveraineté territoriale du Liban. Le Liban serait en droit d'user de sa légitime défense, s'il en avait les moyens et ne risquait pas de provoquer une guerre encore plus meurtrière.

Les enjeux économiques, sociaux et écologiques

Avant le début de ce conflit, la situation économique et sociale du Liban était déjà désastreuse. Depuis la crise économique de 2019 à 2023, la livre libanaise a perdu plus de 98% de sa valeur par rapport au dollar, tandis que l'hyperinflation rend les produits de base inaccessibles pour une grande partie de la population. Le taux de pauvreté a triplé en 10 ans, pour atteindre 44% en 2022.

Au-delà de cet effondrement du modèle économique libanais qui participe à alimenter la corruption [on se souvient du traumatisme de l'explosion du port de Beyrouth], le pays accueille sur son territoire 1,5 million de réfugiés syriens et 400 000 réfugiés palestiniens, sur une population totale estimée à 5,5 millions d'habitants.

Sur le plan écologique, avant même le début du conflit, **le Liban faisait déjà face à une crise importante** : ses forêts ont été décimées par les feux et les tronçonneuses pour que les habitant-es puissent se fournir en bois de chauffage, certaines régions sont menacées par la désertification, la population souffre de pénuries d'eau et de la pollution de l'air, tandis que les déchets s'entassaient dans les décharges.

Il est difficile d'estimer précisément l'impact environnemental du conflit actuel au Liban. **Plusieurs acteur·ices de la société civile pointent cependant la volonté de l'armée israélienne d'appliquer la stratégie de la terre brûlée.** Elle détruirait l'environnement naturel dans le sud Liban et en ferait un no man's land de fait, rendant ainsi impossible le retour de la population. De nombreux feux de forêts et de champs se sont déclarés suite aux bombardements israéliens. Cela s'explique par l'usage du phosphore blanc, armes incendiaires pourtant interdites en raison de leur caractère indiscriminé. En novembre 2023, soit seulement un mois après le début du conflit, plus de 514 hectares de terre avaient déjà été brûlés par des bombes au phosphore blanc et des fusées éclairantes dans le sud Liban (Plateforme nationale libanaise d'alerte rapide).

L'usage du phosphore blanc entraîne également l'acidification des sols, leur pollution, ainsi que celle des eaux et de l'air et renforce la désertification. 17 millions de mètres carrés de terres ont été endommagés entre octobre 2023 et septembre 2024 (Plateforme nationale libanaise d'alerte rapide). Cette destruction de l'environnement du sud Liban met également en danger des espèces animales et végétales déjà menacées. Par ailleurs, des champs et des terres agricoles ont été détruits ou laissés à l'abandon en raison du conflit, avec de graves conséquences sur la production agricole de la région. Cela met en danger la souveraineté alimentaire du Liban, déjà lourdement frappé par une crise économique impactant fortement le prix de l'alimentation.

3. Les réactions françaises et internationales

- Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell estime que **«nous sommes au bord d'une guerre totale»** au Moyen-Orient ([JDD](#)).
- Emmanuel Macron est monté à la tribune de l'ONU le 25 septembre pour appeler Israël à cesser l'escalade de la violence au Liban. *«Il ne peut pas et il ne doit pas y avoir de guerre au Liban»*, a-t-il déclaré ([Le Figaro](#)). Le Président français a

estimé que Benyamin Netanyahu commettrait “une faute” s’il refusait le cessez-le-feu, et qu’il prendrait la “responsabilité” d’un embrasement régional. Il a déclaré que le Liban ne devait pas devenir “un nouveau Gaza”, avant d’ajouter qu’“Israël doit cesser ses frappes, et le Hezbollah sortir de sa logique de représailles.” Le gouvernement français peut se poser en médiateur du fait de ses liens historiques avec le Liban, mais aussi parce qu’à la différence d’autres pays européens, elle différencie la branche militaire du Hezbollah (considérée comme terroriste), de sa branche politique. La France a également organisé une “conférence pour le Liban” le 24 octobre 2024, débloquant 100 millions d’euros.

- Les États-Unis et la France ont d’abord demandé **un cessez-le-feu temporaire de 21 jours** ([Le Monde](#)). L’initiative est appuyée par d’autres pays, dont l’Australie, le Canada, l’Union européenne, l’Allemagne, l’Italie, le Japon, l’Arabie saoudite, les Emirats arabes unis ou encore le Qatar. Depuis, les États-Unis ont renoncé à cette initiative.
- Le cessez-le-feu est censé permettre **une reprise des négociations** autour de la situation au Liban, mais aussi à Gaza. Les pays cités souhaitent voir appliquer **la résolution 1701** de l’ONU. Adoptée en 2006, celle-ci prévoit la cessation totale des hostilités entre Israël et le Hezbollah, le retrait de toutes les forces israéliennes du Liban, mais aussi la fin des survols aériens israéliens au Liban et le désarmement de tous les groupes armés, dont le Hezbollah, pour permettre le déploiement de l’armée libanaise et de casques bleus onusiens.
- L’Iran a fait savoir par son ministre des affaires étrangères Abbas Araghchi qu’il défendrait le Liban « par tous les moyens ».

4. Notre ligne politique

Les Écologistes dénoncent l’engrenage mortifère de la guerre au Proche-Orient. Une nouvelle fois, le gouvernement d’extrême-droite de Benyamin Netanyahu autorise le massacre de populations civiles, au mépris du droit international et en toute impunité. Les tirs de roquettes et les provocations du Hezbollah – que nous condamnons – ne justifient en rien la punition collective du peuple libanais et le bombardement massif d’habitations et d’infrastructures publiques.

Les Écologistes condamnent toutes les attaques contre des civils d’où qu’elles viennent. Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple libanais et condamnons la violation de la souveraineté et de l’intégrité territoriale du Liban. Le rejet par le gouvernement israélien de la proposition de cessez-le-feu sous l’égide de la France et des États-Unis est inacceptable.

Nous ne sommes pas dupes des motivations du gouvernement suprémaciste de Netanyahu : prolonger et étendre le conflit afin de s'accrocher au pouvoir et de déstabiliser ses voisins. Mais une telle guerre ne prépare pas la paix : elle constituera au contraire le terreau des guerres futures. La désescalade reste possible car ni Israël ni le Hezbollah n'y ont d'intérêt. La France doit y œuvrer activement, en plaidant pour un cessez-le-feu au Liban comme à Gaza.

5. Nos propositions

→ **Faire respecter la souveraineté du Liban** et assurer la protection des casques bleus. **La France doit soutenir les forces armées libanaises** comme institution de l'État et continuer à **demander un cessez-le-feu immédiat**.

→ **La France doit immédiatement rappeler son ambassadeur en Israël** pour protester contre cette dangereuse escalade et **soutenir la tenue d'une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies** pour prévenir de nouveaux reculs du droit international humanitaire au Moyen-Orient et dans le monde entier.

→ **Décréter un embargo immédiat sur les livraisons d'armes et de l'ensemble des matériels militaires et répressifs à Israël**. L'Union Européenne et la France doivent adopter **des sanctions économiques** contre le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu tant que l'offensive contre Gaza est en cours. L'accord d'association entre l'UE et Israël doit être suspendu car il est clairement conditionné au respect des droits humains. Ces sanctions doivent également concerner les produits issus des colonies de manière définitive tant que celles-ci ne sont pas démantelées. Elles doivent également **viser directement les Ministres Smotrich et Ben Gvir**.

Ressources internes

Communiqués de presse :

- "Attaques contre le Liban : l'impunité d'Israël doit cesser!" ([26 septembre 2024](#))
- "Pour une paix durable au Moyen-Orient, la seule force acceptable est celle du droit international" ([25 avril 2024](#))
- "EELV en soutien aux libanais et libanaises" ([6 août 2020](#))